



Bulletin UNESCO-UNEVOG

Bulletin du Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels, Bonn, Allemagne

Jeunes et emploi

Rupert Maclean, Directeur



Le Centre international UNESCO-UNEVOG a participé au **Sommet international de l'emploi des jeunes 2002**, qui s'est tenu à la Bibliothèque d'Alexandrie, en Égypte, du 7 au 10 septembre 2002. Le Sommet, organisé par la République arabe d'Égypte, était présidé par Mme Moubarak, épouse du Président de la République, et par M. Bill Clinton. Il a rassemblé quelque 1600 délégués de plus de 120 pays, parmi lesquels des jeunes, des représentants de gouvernements et d'agences donatrices, d'organisations multilatérales et bilatérales et d'ONG, parmi lesquelles la Banque mondiale, l'OIT, le Fonds pour l'environnement mondial, l'UNICEF et la FAO.

Le Sommet avait pour objectif de sensibiliser les délégués et de leur faire mieux appréhender les graves défis auxquels dans le monde entier les jeunes se trouvent confrontés en matière économique, sociale, d'emploi et d'éducation, et de jeter ainsi les bases d'actions à mener au cours de la décennie à venir dans le domaine de l'emploi durable des jeunes.

La décennie de la campagne pour l'emploi des jeunes a été lancée. Cette campagne globale en faveur de l'emploi des jeunes vise à créer des activités productives et durables qui permettront d'ici à 2012 à 500 millions de jeunes adultes de gagner leur vie. Elle cherchera également à promouvoir l'éradication de la pauvreté, et la justice et l'égalité pour les jeunes face à l'emploi.

J'ai rappelé dans mon intervention que l'éducation, et «l'éducation pour tous les jeunes», doit constituer la priorité absolue

en matière de promotion de l'emploi des jeunes dans le Village mondial, soulignant toute l'importance:

- ▶ du «développement des compétences personnelles des jeunes en vue de l'emploi et d'une citoyenneté effective» et de «l'apprentissage tout au long de la vie» au titre des six Objectifs de Dakar sur la promotion de l'Éducation pour tous, et de l'adoption d'une approche globale de l'éducation des jeunes qui valorise la citoyenneté effective autant que l'emploi et dont le cadre conceptuel soit constitué par les quatre piliers de l'éducation tels que les formulait le rapport Delors;
- ▶ du fait que l'EFTP pour le monde du travail est un domaine largement négligé auquel il importe d'apporter une attention soutenue si l'on veut que les jeunes soient préparés de manière adéquate et efficace au monde du travail à l'ère de la globalisation;
- ▶ du fait que tout montre de manière claire et péremptoire que l'EFTP peut apporter une notable contribution au développement économique et social des individus et des communautés dans lesquelles ils vivent, en contribuant à l'amélioration du niveau de vie, à l'éradication de la pauvreté, au renforcement de l'égalité et de la justice.

Le Centre international UNESCO-UNEVOG est plus convaincu que jamais qu'il doit mettre davantage l'accent sur le développement des compétences des jeunes (et des adultes) pour promouvoir l'employabilité et la citoyenneté effective. Nous poursuivons sur cette voie lors de la préparation des prochains documents de programmation.

Contact: Rupert Maclean, Directeur, Centre international UNESCO-UNEVOG, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: rm@unevoc.unesco.org

Coopération internationale dans l'EFTP

UNEVOG-Canada et Développement de compétences pour une économie nouvelle



UNEVOG-Canada et l'Association canadienne de la formation professionnelle ont organisé à Winnipeg, du 17 au 21 octobre 2002, une Conférence internationale intitulée **Développer des compétences pour une nouvelle économie**, à laquelle ont assisté plus de 400 participants de 25 pays.

Lors de la cérémonie inaugurale, Mme Diane McGifford (Ministre de l'enseignement postsecondaire) a annoncé que la Commission canadienne pour l'UNESCO avait désigné le Centre pour le développement des ressources humaines autochtones (*Centre for Aboriginal Human Resources Development*), Winnipeg, Manitoba, comme Centre associé du réseau UNEVOG. La ministre a également annoncé la création d'une «section jeunes», proposant que le Club d'enseignement professionnel des jeunes de la High School régionale de Dauphin, Manitoba, se voie accorder ce statut. Elle a par ailleurs révélé qu'UNEVOG-Canada avait récemment reçu des crédits d'un montant de 600.000 dollars canadiens pour financer 37 stagiaires par an, dont bon nombre sont détachés pour travailler dans le domaine de l'EFTP dans divers bureaux de l'UNESCO.

Une table ronde UNESCO-UNEVOG sur le thème «**La place de l'EFTP: stratégies susceptibles d'améliorer le statut de l'EFTP et d'assurer une meilleure liaison avec le monde du travail**» a été organisée conjointement par Djibril Bokoum et Vincent Nanga, qui en 2002 étaient stagiaires au Centre international UNESCO-UNEVOG.

Après plusieurs brefs exposés présentés par des spécialistes de l'EFTP pour lancer le

débat, Djibril Bokoum et Vincent Nanga ont fourni une excellente présentation des recherches qu'ils avaient menées au Centre international UNESCO-UNEVOC, suivie d'une discussion animée au cours de laquelle nombre d'idées excellentes ont été formulées par les participants sur les expériences des divers pays et les activités susceptibles d'améliorer le statut de l'EFTP. Ces apports constitueront une contribution précieuse à la poursuite des recherches menées dans ce domaine par Djibril Bokoum et Vincent Nanga.

Contact: Hans Krønner, Centre international UNESCO-UNEVOC, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: hk@unevoc.unesco.org

Coopération régionale dans L'EFTP

Renforcement de l'EFTP en Asie



Une Table ronde sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) s'est réunie à Bangkok du 27 au 29 novembre 2002 parallèlement à la 8ème Conférence internationale UNESCO-APEID sur l'éducation. Cette Table ronde était organisée par le Centre international UNESCO-UNEVOC et le Programme d'innovation éducative en vue du développement en Asie (APEID) de l'UNESCO.

La table ronde représentait un forum pour les spécialistes et les professionnels du domaine de l'EFTP, notamment ceux associés au réseau UNEVOC. Elle avait pour objectifs:

- ▶ de passer en revue les questions liées aux innovations et aux bonnes pratiques en matière de formation des enseignants de l'enseignement technique et professionnel;
- ▶ d'examiner comment des référentiels professionnels, c'est-à-dire des normes d'enseignement et de formation professionnels, peuvent être élaborés et utilisés lors du développement des lignes directrices et des contenus des programmes d'enseignement;
- ▶ d'encourager la constitution de réseaux entre l'UNEVOC et les Centres associés UNEVOC.

Le Centre international UNESCO-UNEVOC et l'UNESCO Bangkok ont fait appel à des personnes-ressources de 14 pays de la région Asie-Pacifique, qui se sont réunies à plusieurs reprises lors de journées consécutives de la conférence pour préparer deux propositions détaillées de projets: l'un sur «le rôle des référentiels professionnels pour l'amélioration de la pertinence et de la

qualité des programmes d'EFTP» (sous la conduite de Efison Munjanganja), l'autre sur «un projet de développement professionnel pour le personnel enseignant de l'EFTP dans la région Asie-Pacifique» (sous la conduite de Rupert Maclean).

Le «Projet de développement professionnel pour le personnel enseignant de l'EFTP» cherche à assurer un suivi concret des objectifs 3 et 6 du Cadre d'action de Dakar en vue de l'Éducation pour tous. Ces objectifs soulignent l'importance du développement des compétences pour l'employabilité, l'apprentissage tout au long de la vie et une citoyenneté effective. Un objectif essentiel de la rencontre était de définir les thèmes de modules d'enseignement/de formation pouvant être utilisés par les enseignants/formateurs de l'EFTP dans différents pays de l'ensemble de la région dans leurs langues nationales spécifiques. Le groupe a défini huit modules d'enseignement/de formation portant sur des tendances et aspects d'actualité pour l'EFTP, et sept modules portant sur des aspects clés de la théorie et de la pratique éducatives en matière d'EFTP.

Cette rencontre a représenté le point de départ de ce qui sera un projet à long terme, les prochaines étapes consistant à rédiger et à tester les modules d'enseignement/d'apprentissage définis et à les traduire dans les langues nationales, à réviser ces modules à la suite des tests et à y intégrer les observations formulées par des «amis critiques», et à assurer la disponibilité de ces modules une fois finalisés sous forme imprimée, sur cédérom et sur Internet.

Les modules élaborés pour la région Asie-Pacifique pourront être modifiés par le Centre international UNESCO-UNEVOC, en consultation avec les pays concernés, pour pouvoir être utilisés dans d'autres régions du monde.

Contact: Albert Koopman, Centre international UNESCO-UNEVOC, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: ak@unevoc.unesco.org ou Efison Munjanganja, UNESCO Bangkok, fax [+66] (2) 3910866, courrier électronique: e.munjanganja@unescothkk.org

Éducation pour tous et développement des compétences en Europe

Une réunion de planification s'est tenue au Centre international UNESCO-UNEVOC le 17 janvier 2003 afin de discuter les dispositions à prendre pour organiser une grande manifestation sur les rapports entre l'Éducation pour tous et le développement



Education pour tous et réunion préparatoire au sujet du développement des aptitudes, 17 janvier 2003.

des compétences pour l'employabilité en Europe, par l'Europe et pour l'Europe.

La réunion a rassemblé des représentants du Centre international UNESCO-UNEVOC, de l'UNESCO Paris, de l'Institut pour l'éducation de l'UNESCO, de la Fondation européenne pour la formation (FEF), de l'Organisation internationale du travail (OIT), de la Commission nationale du Royaume-Uni pour l'UNESCO, de la Learning and Skills Development Agency (LSDA), du British Council, du Conseil de l'Europe, de l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF), de l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) et de la Commission européenne.

Les discussions se sont concentrées sur les points suivants:

- ▶ clarification de la notion d'éducation pour tous en termes pratiques: quelle est sa signification, dans quelle mesure constitue-t-elle un problème en Europe, quels groupes de la population (et quelles parties de l'Europe) requièrent une attention particulière?
- ▶ clarification de la signification du développement des compétences en termes pratiques: de quoi s'agit-il aux yeux des agences participant à la réunion de planification, quel est le rapport entre éducation pour tous et développement des compétences en Europe?
- ▶ un aperçu des activités actuellement menées par chaque agence participant à la réunion dans le domaine de l'éducation pour tous et du développement des compétences pour l'employabilité, et de la manière dont elles s'inscrivent dans la perspective globale de l'éducation pour tous.

Une grande réunion est prévue pour décembre 2003 au Royaume-Uni. Elle sera organisée conjointement par le Centre international UNESCO-UNEVOC et un consortium britannique rassemblant la Commission nationale du Royaume-Uni pour l'UNESCO, le British Council et la LSDA. Cette réunion sera préparée en coopération avec la FEF, l'OIT, la GTZ et la Commission européenne.

Contact: Albert Koopman, Centre international UNESCO-UNEVOC, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: ak@unevoc.unesco.org

Célébration du cinquième anniversaire du KRIVET

L'Institut coréen de recherche sur l'enseignement et la formation professionnels (KRIVET) a tenu en octobre 2002 sa 2^{ème} Conférence internationale: «L'EFP au cours de la vie: nouvelles approches et concrétisation». La conférence a examiné l'importance de l'enseignement et de la formation professionnels en tant que processus permanent tout au long de la vie, et examiné des méthodes novatrices en vue de l'encourager. Le cinquième anniversaire du KRIVET a également été célébré lors de la Conférence. Le KRIVET a été fondé en 1997 et est l'un des deux Centres régionaux d'excellence de l'UNESCO dans le domaine de l'EFTP.

Atelier sous-régional sur le partenariat social

Un atelier a été organisé en septembre 2002 à Almaty, au Kazakhstan, au titre d'un projet financé par la Fondation européenne pour la formation (FEF): «Partenariat social dans l'EFP au Kazakhstan». L'idée de base du projet est d'examiner, de généraliser et de diffuser les expériences en matière d'organisation du partenariat social dans le domaine de l'EFTP dans les pays européens ainsi qu'en Asie centrale au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan.

La première phase de ce projet a abouti à l'élaboration d'un modèle de partenariat social. Lors de la deuxième phase, un Conseil d'experts réunissant les autorités municipales, les employeurs et les organisations d'EFTP a été mis en place à Almaty à titre de réalisation pratique du modèle proposé. Le Conseil d'experts a pour principale tâche de coordonner les activités communes des acteurs de l'EFTP, de constituer un forum de développement d'une vision commune du partenariat



Participants à l'atelier à Almaty, Septembre 2002.

social dans le secteur de l'EFTP et le monde du travail et de faciliter l'élaboration et l'adoption de décisions visant à l'établissement de «nouveaux» partenariats sociaux dans le domaine de l'EFTP.

Les objectifs du suivi du projet sur le partenariat social au Kazakhstan, qui bénéficie du soutien de la FEF, du Bureau multipays d'Asie centrale de l'UNESCO et du Centre international UNESCO-UNEVOC, sont les suivants:

- ▶ dresser un inventaire de ce qui s'est fait dans les pays de l'UE, au Kazakhstan et dans d'autres pays du programme Tacis dans le domaine du partenariat social dans l'EFP, en examinant les progrès réalisés, ce qui a réussi, ce qui a échoué et pourquoi;
- ▶ fournir un soutien à des groupes de travail;
- ▶ mener un échange d'expériences dans ce domaine au niveau régional;
- ▶ diffuser les bonnes pratiques.

L'atelier a rassemblé des représentants du Kazakhstan, du Kirghizistan et d'Ouzbékistan, notamment du Ministère de l'éducation et des sciences, du Ministère du travail et de la protection sociale du Kazakhstan, de la municipalité d'Almaty, des organisations patronales, des autorités de l'EFTP, des syndicats, de l'Ambassade de France au Kazakhstan, d'une école d'EFP de Paris (France), de la FEF, de la Délégation de l'UE au Kazakhstan et du Centre français d'études et de recherches sur les qualifications (CÉREQ).

Les discussions ont constitué la base de l'élaboration de propositions de projets conjoints. Des représentants de chacun des pays d'Asie centrale participant à l'atelier ont activement pris part aux travaux, animés par un représentant du Centre international UNESCO-UNEVOC. Ce travail interactif a abouti à l'élaboration de trois propositions de projets. Un projet concerne le renforcement du partenariat social dans l'EFP dans les pays d'Asie centrale, problème commun à tous les pays de la région, le deuxième projet porte sur l'assurance de la qualité et le troisième sur la formation des enseignants et l'élaboration de matériels d'enseignement/d'apprentissage.

Contact: Shaizada Tazbulatova, Observatoire national du Kazakhstan/ Centre UNEVOC Kazakhstan, fax [+7] (3272) 641286, 312871; courrier électronique: Shaizada@nursat.kz

Formation pour la survie et le développement en Afrique australe



Ce séminaire s'est déroulé à Oslo les 14 et 15 novembre 2002. Il s'agissait d'une initiative conjointe du Réseau scandinave de Centres UNEVOC, en collaboration avec les Commissions pour l'UNESCO de la Norvège et de la Finlande, le Ministère norvégien de l'éducation et de la recherche et le Centre international UNESCO-UNEVOC. NORAD, l'Agence norvégienne de coopération au développement, et les Ministères norvégien et finlandais des affaires étrangères ont fourni un soutien financier.



Participants sélectionnés au séminaire de Formation pour la survie et le développement en Afrique australe, Oslo, 14 et 15 novembre 2002.

Le séminaire avait pour objectifs généraux de contribuer à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels (EFTP) et à l'éducation entrepreneuriale (EE) en leur conférant une plus grande priorité dans la coopération internationale au développement soutenue par des agences et organisations scandinaves, et d'instaurer une base plus solide pour les initiatives dans ce domaine.

Il poursuivait également les objectifs spécifiques suivants:

- ▶ sensibiliser davantage les acteurs importants à l'importance potentielle de l'EFTP et de l'EE en tant qu'instruments d'atténuation de la pauvreté et de vecteurs du développement économique;
- ▶ diffuser les connaissances et les expériences de projets et programmes récents couvrant l'EFTP et l'EE en Afrique australe;
- ▶ discuter des principes et des modèles envisageables pour de nouvelles initiatives de coopération internationale au développement visant à renforcer l'EFTP et à promouvoir l'entrepreneuriat en Afrique australe;
- ▶ explorer les ressources existant dans les pays scandinaves et qui revêtent un intérêt potentiel pour de nouvelles initiatives internationales dans le domaine de l'EFTP et de l'EE.

Une cinquantaine de participants des pays scandinaves et 19 invités représentant le

secteur public et privé de 11 pays d'Afrique sub-saharienne ont participé aux travaux. Les discussions ont porté sur les points suivants:

- ▶ comment assurer la pertinence et la qualité tant des contenus que de la réalisation de la formation;
- ▶ comment rattacher l'EFTP et l'EE à l'initiative Éducation pour tous;
- ▶ comment pour les agences de développement scandinaves et les Centres UNEVOC réagir (et apporter un soutien) aux récentes initiatives telles que la Conférence 1999 de Séoul et l'initiative LLWF (Apprendre pour la vie, le travail et l'avenir).

Pour plus de détails sur les participants, les documents soumis et les présentations, consulter http://nnuc.evtek.fi/tvet_seminar_02/

Bulletin de l'initiative LLWF



Le premier numéro de «LLWF Newsletter», le bulletin de l'initiative «Apprendre pour la vie, le travail et l'avenir», a été lancé en octobre 2002. Il fournit des informations sur les progrès réalisés jusqu'à présent dans les huit sous-projets de l'initiative «Apprendre pour la vie, le travail et l'avenir: stimuler les réformes en Afrique australe par la coopération sous-régionale»

Le bulletin rend également compte d'autres activités susceptibles de présenter un intérêt pour les acteurs de l'initiative LLWF, par exemple les initiatives d'apprentissage électronique «DASSIE» et «Africa Drive» en Afrique australe.

Le Centre international UNESCO-UNEVOC et le Département de l'enseignement et de la formation professionnels du Ministère de l'éducation du Botswana ont élaboré ensemble ce premier numéro. Si vous êtes intéressé par les activités de l'initiative LLWF, vous êtes invité à y apporter une contribution active.

Le Bulletin «LLWF Newsletter» peut être consulté à www.unevocunesco.org/southernafrica. Pour s'abonner à la version imprimée, prière de contacter LLWF@unevocunesco.org

Réunion régionale d'experts sur l'élaboration et le lancement de projets d'EFTP dans les États arabes

Sous le patronage de S.E. M. Abdel Rahim Murad, Ministre de l'éducation et de l'en-



Réunion régionale d'experts de d'EFTP, Beyrouth, 11-13 décembre 2002.

seignement supérieur, le Bureau régional d'éducation pour les États arabes de l'UNESCO (Beyrouth) et le Centre international UNESCO-UNEVOC ont organisé une réunion régionale d'experts sur l'élaboration et le lancement de projets d'EFTP dans les États arabes (Beyrouth, 11-13 décembre 2002). Cette réunion d'experts a discuté toute une série de documents de travail présentés par des experts et des spécialistes des États arabes et des Centres UNEVOC en vue de stimuler la coopération pour le développement de l'EFTP.

Les 35 propositions et documents de travail discutés pendant cette réunion, et qui ont abouti à plusieurs idées de projets pour les pays arabes, couvraient les thèmes suivants:

- ▶ contenu et qualité des programmes d'EFTP;
- ▶ reconnaissance, validation et cadres de qualifications;
- ▶ développement professionnel du personnel d'EFTP;
- ▶ accès des filles et des femmes à l'EFTP;
- ▶ participation du secteur privé aux programmes d'EFTP et emploi des personnes formées;
- ▶ développement des ressources humaines pour les petites et moyennes entreprises;
- ▶ formation pour le secteur informel.

Les 23 participants étaient des représentants des pays et organismes suivants: Bahreïn, Égypte, Irak, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie saoudite, Soudan, Syrie, Yémen, UNESCO, OIT, UNRWA, Fondation européenne pour la formation (FEF), Agence allemande de coopération technique (GTZ), Commission européenne/EJADA et Université arabe ouverte/ABEGS.

Les idées de projets mises au point seront partagées avec les États membres, le Centre UNEVOC et les organisations régionales et internationales concernées

afin de déterminer l'intérêt de chaque projet pour chaque pays, de même que les aspects prioritaires pour la participation et la coordination d'un projet donné.

Contact: Sulieman Sulieman, Bureau de l'UNESCO à Beyrouth, fax [+961] (1) 824854, courrier électronique: S.Sulieman@unesco.org ou Hans Krönner, Centre international UNESCO-UNEVOC, fax [+49] (228) 2433777, courrier électronique: hk@unevoc.unesco.org

Le rôle de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels dans le développement rural



Le Bureau de l'UNESCO de Beyrouth, le Centre international de recherche agricole pour les régions sèches (ICARDA) et le Ministère de l'éducation (Centre UNEVOC de Syrie) ont organisé un symposium international intitulé «Le rôle de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels dans le développement rural» à l'ICARDA, à Alep, Syrie, du 26 au 29 janvier 2003. Des représentants des autorités locales d'Alep, de la Direction de l'éducation, de l'Université d'Alep, de la Chambre d'agriculture, d'ONG et des médias de Syrie ont assisté à la séance inaugurale.

Le symposium avait pour principaux objectifs: 1° de stimuler et de souligner le rôle de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels dans le développement rural, 2° d'aligner les programmes et spécialisations techniques et professionnels sur les besoins des communautés locales, 3° de consolider les liens entre les institutions d'enseignement technique et professionnel et les secteurs du développement et de la production, et 4° de renforcer la collaboration entre organisations d'enseignement et de formation techniques et professionnels au sein des programmes et projets de développement.

Le symposium a rassemblé plus de 35 experts et officiels de l'EFTP et du développement rural de 12 pays arabes.

Contact: Sulieman Sulieman, UNESCO Beyrouth, fax [+961] (1) 824854, courrier électronique: S.Sulieman@unesco.org

Programme d'approche UNESCO-UNEVOC

Enseigner et apprendre pour un avenir viable

Le Centre international UNESCO-UNEVOC a organisé le 10 février 2003 un séminaire sur l'éducation pour le développement durable, présenté par le Professeur John Fien de l'Université Griffith, en Australie. Le Professeur Fien a dégagé les enseignements de la décennie d'innovation internationale en matière d'éducation pour un avenir viable, entre le Sommet Terre, qui s'est tenu à Rio de Janeiro en 1992, et le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, en 2002.

Enseigner et apprendre pour un avenir viable est une vision nouvelle/renouvelée de l'éducation qui cherche à aider les individus de tout âge à mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent et à faire face à l'avenir avec espoir et confiance. Il transmet aux individus les informations, les compétences et la motivation qui leur permettront de jouer un rôle actif pour maîtriser les problèmes complexes et connexes qui menacent notre avenir: pauvreté, consommation et gaspillage, dégradation de l'environnement, déclin urbain, croissance démographique, inégalité des sexes, santé, conflits et violations des droits humains.

Ainsi, l'éducation pour un avenir viable fait appel à des approches d'enseignement et d'apprentissage qui intègrent des objectifs de conservation, de justice sociale, de développement adéquat et de démocratie dans une vision et une mission de changement individuel et social. À ce titre, l'éducation pour un avenir viable englobe



Participants au séminaire concernant le programme d'approche, 10 février 2003.

une vision d'une société dont la viabilité ne procède pas uniquement de l'écologique, mais aussi du social, de l'économique et du politique.

L'UNESCO a mis au point le programme *Enseigner et apprendre pour un avenir viable*, un programme multimédia de formation des enseignants qui comporte 100 heures (divisées en 25 modules) de formation professionnelle à utiliser aussi bien dans les cours pour futurs enseignants que pour la formation continue des personnels en poste, pour les concepteurs de programmes de cours, les décideurs en matière d'éducation et les auteurs de matériel pédagogique. Il est disponible gratuitement sur cédérom et sur Internet à <http://www.unesco.org/education/tlsf>.

Nouvelles du siège de L'UNESCO (Paris)

Projet UNESCO-Nigeria d'EFTP: formation de 500 enseignants



La Section de l'enseignement technique et professionnel de l'UNESCO, à Paris, réalise en collaboration avec le Conseil national de l'enseignement technique (NBTE) du Nigeria un projet visant à mieux préparer un grand nombre de jeunes Nigériens au monde du travail en revitalisant l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) dans l'ensemble du pays.

Le chômage massif se traduit par une pauvreté croissante et de graves problèmes sociaux au Nigeria. On observe en même temps une baisse des inscriptions dans l'EFTP. Moins de 1 % de l'enseignement secondaire porte sur des compétences techniques et professionnelles. L'impératif de revitalisation de l'EFTP est considéré comme le meilleur moyen d'améliorer les perspectives économiques des jeunes au Nigeria. C'est ainsi qu'un accord de mise sur pied d'un projet financé conjointement a été signé en décembre 2000 par l'UNESCO et le Ministère fédéral nigérian de l'éducation pour réaménager les programmes des collèges techniques secondaires et des écoles polytechniques post-secondaires et pour mettre en place un nouveau système de développement et de formation techniques continus des personnels.

La réalisation du projet s'est engagée en février 2001 par un réexamen radical de 28 programmes d'enseignement dans les domaines de l'électricité, de la mécanique

et de la construction. Des experts nationaux et des consultants UNESCO internationaux d'Australie, d'Irak, du Kenya et du Royaume-Uni ont participé à la mise au point finale et actualisé les programmes lors d'un atelier en août 2001.

En même temps, sept Centres de développement du personnel (SDC) ont été mis en place dans des écoles polytechniques fédérales situées dans chacune des six zones géopolitiques à Auchi, Bauchi, Bida, Kaduna, Lagos et Nekede, ainsi qu'au siège du NBTE. Des équipes centrales de formateurs ont été préparées à leur tâche lors d'un cours spécial organisé par l'UNESCO et le NBTE à Kaduna en août 2001 pour former les enseignants de matières techniques, les responsables d'établissements et les chefs de départements à l'utilisation des nouveaux programmes. Depuis février 2002, les sept SDC ont réalisé plus de 34 ateliers de formation dont ont bénéficié 572 membres du personnel d'institutions de l'ensemble du Nigeria. À la fin de l'année 2002, le projet avait dispensé une formation initiale à environ 20 % du personnel du système d'EFTP du Nigeria.

Il est prévu pour 2003 de poursuivre et d'étendre notamment les programmes de formation offerts par les SDC au personnel des institutions d'EFTP, mais aussi de lancer des programmes de formation non formels à l'intention des chômeurs et de la population en général, au titre d'un effort d'atténuation de la pauvreté. Un deuxième atelier de «formation des formateurs» est prévu pour renforcer la capacité de formation des SDC. C'est en outre un important dispositif d'élaboration de manuels techniques basés sur les nouveaux programmes qui sera lancé. Le projet vise à faire des SDC des prestataires autofinancés de développement des ressources humaines en matière d'EFTP, qui aideront à préparer les jeunes Nigériens à mener une vie productive et pacifique en contribuant à la croissance économique de leur pays.

Contact: Mohan Perera, UNESCO Paris, fax [+33] (1) 45685621, courrier électronique: m.perera@unesco.org

Intégration de l'éducation environnementale dans les écoles techniques et professionnelles

La Section de l'enseignement technique et professionnel de l'UNESCO, à Paris, a lancé en collaboration avec la Section de l'enseignement des sciences et de la tech-

nologie un projet ayant pour but d'entreprendre une série d'études sur des initiatives nationales d'intégration de l'éducation environnementale dans les écoles techniques et professionnelles dans certains pays en développement d'Asie. Le projet a pour objectif de parvenir à :

- ▶ une vue d'ensemble des diverses approches nationales d'intégration dans les écoles de la formation à la protection de l'environnement;
- ▶ une analyse des besoins et des carences des programmes existants;
- ▶ un catalogue de suggestions/recommandations à l'adresse de l'UNESCO et d'autres parties intéressées, en vue d'interventions futures dans ce domaine.

Les bénéficiaires de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre de solutions pratiques aux problèmes environnementaux lors de leur entrée dans le monde du travail. Ils assument également la responsabilité d'adopter des pratiques de travail qui ne soient pas nuisibles à l'environnement. Comme le soulignent les recommandations formulées au deuxième Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel (Séoul, 1999), l'EFTP ne devrait pas se concentrer uniquement sur les dimensions économiques, mais mettre aussi l'accent sur l'adoption de technologies et de pratiques qui ménagent l'environnement.

C'est le Conseil de la science et de la technologie de l'État du Pendjab (PSCST), en Inde, qui coordonne les études nationales menées par les institutions suivantes :

- ▶ Académie des sciences de l'éducation de Beijing (Chine);
- ▶ Centre de développement de l'enseignement technique, Bandung – Centre UNEVOC (Indonésie);
- ▶ Division des programmes de l'enseignement technique et professionnel, Département de l'enseignement technique, Ministère de l'éducation (Malaisie);
- ▶ Kolej Universiti Teknologi Tun Hussein Onn – Centre UNEVOC associé (Malaisie);
- ▶ Western Visayas College of Science and Technology – Centre UNEVOC (Philippines);
- ▶ PSCST (Inde).

En 2003, l'UNESCO engagera l'élaboration de matériel de formation aux problèmes environnementaux dans l'EFTP en vue de répondre aux besoins qu'auront repérés les études nationales. Les lecteurs

sont invités à nous faire part de leurs expériences dans les domaines concernés.

Contact: Miki Nozawa, UNESCO Paris, fax [+33] (1) 45685621, courrier électronique: m.nozawa@unesco.org

Coopération OIT-UNESCO

Séminaires régionaux de mise en œuvre des normes UNESCO-OIT dans l'EFTP



La Section de l'enseignement technique et professionnel de l'UNESCO, à Paris, a mené à l'automne 2002 deux séminaires régionaux pour aider les États membres à mettre en pratique la publication commune UNESCO-OIT *Enseignement et formation techniques et professionnels pour le vingt et unième siècle: recommandations de l'UNESCO et de l'OIT*. Le premier séminaire s'est tenu du 24 septembre au 2 octobre 2002 à Tokyo en partenariat avec l'Institut national de recherche en politique de l'éducation du Japon. Consacré au continent asiatique, ce séminaire a rassemblé des décideurs de haut niveau en matière éducative venus des pays suivants: Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Laos, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Thaïlande et Vietnam. Un fait notable de ce séminaire était la participation d'un membre de l'OIT à titre de personne-ressource. Le deuxième séminaire s'est tenu à Moscou du 21 au 25 octobre 2002 avec la participation de représentants des pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Fédération de Russie, Tadjikistan, Ukraine et Ouzbékistan.

La publication commune UNESCO-OIT contient la *Recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel (2001)* de l'UNESCO et les *Conclusions relatives à la formation et à la*



Séminaire sur l'EFTP pour le vingt et unième siècle concernant les recommandations de l'UNESCO et de l'OIT.

mise en valeur des ressources humaines de l'OIT. La Recommandation de l'UNESCO a été révisée en 2001 sur la base de propositions formulées lors du deuxième Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel (Séoul, 1999). La nouvelle version de cet instrument normatif prend en considération des aspects d'actualité tels que la globalisation, les technologies de l'information et de la communication, les questions environnementales, l'impératif d'égalité des sexes et l'intégration des groupes marginalisés dans l'EFTP. Le document de l'OIT a été adopté en 2000.

Les séminaires avaient pour objectifs de familiariser les décideurs des pays participants aux normes décrites dans les documents et de les mettre à même de planifier et de concevoir des actions pour mettre en pratique le plus grand nombre possible de ces normes dans leurs systèmes nationaux d'EFTP. Les participants aux deux séminaires ont parlé à cœur ouvert des carences actuelles de leurs systèmes respectifs d'EFTP et accueilli avec enthousiasme les réformes politiques préconisées. Les séminaires visaient à mettre en place les capacités requises pour aider les ministères de l'éducation à préparer au monde du travail en pleine mutation du vingt-et-unième siècle ceux qui en nombre croissant suivent un enseignement de base.

Contact: Mohan Perera, UNESCO Paris, fax [+33] (1) 45685621, courrier électronique: m.perera@unesco.org

Nouvelles de l'OIT

Financement de la formation: démarches novatrices en Amérique latine

 On reconnaît de plus en plus communément que les investissements dans l'éducation et la formation peuvent relever de la responsabilité conjointe des pouvoirs publics, des entreprises, des partenaires sociaux, des travailleurs concernés et d'autres acteurs (*Résolutions relatives à la formation et au développement des ressources humaines adoptées par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, 88e session, 2000*).

Depuis le début des années 90, et surtout ces dernières années, le financement de la formation professionnelle (FP) représente une priorité et un élément capital de la politique des pouvoirs publics en Amérique latine. On observe une prolifération

de différents prestataires (publics et privés) du fait de l'incapacité du système traditionnel d'enseignement et de formation professionnels (EFP) à répondre efficacement et rapidement aux exigences de l'économie et du marché du travail. Certaines stratégies pionnières de financement (dispositifs tripartites, bipartites, nationaux et sectoriels) qui font leur apparition dans la région semblent être adaptées à la structure de l'emploi et au type de demande de formation professionnelle. Elles constituent l'aboutissement d'un renforcement de la participation de divers acteurs sociaux à un dialogue mené autour des questions de formation professionnelle dans la région.

Le Programme focal sur les connaissances, les compétences et l'employabilité (IFP/SKILLS) de l'Organisation internationale du travail (OIT) a récemment engagé une étude de formules novatrices de financement de la formation, basée essentiellement sur les expériences latino-américaines. L'étude examine les modifications des formules utilisées et les missions et responsabilités nouvelles assumées par les pouvoirs publics et les partenaires sociaux en matière d'investissement dans la formation professionnelle.

Le modèle latino-américain de formation professionnelle, caractérisé par un mécanisme de financement basé sur des prélèvements ou des contributions parafiscales, a été analysé au même titre que certaines initiatives novatrices de financement basées sur le budget de l'État et/ou des fonds privés. Des exemples de partenariats positifs entre pouvoirs publics et entreprises, entre travailleurs et employeurs, entre travailleurs et pouvoirs publics ou entre pouvoirs publics et partenaires sociaux ont été examinés. Ces démarches novatrices de financement illustrent l'évolution de la mission et des responsabilités assumées dans ce domaine par les pouvoirs publics, les institutions de formation professionnelle et les partenaires sociaux. Si elles n'en sont encore qu'au stade embryonnaire (dans la plupart des cas) ou représentent une formule isolée (dans certains autres), ces expériences n'en révèlent pas moins une démarche nouvelle de recherche d'alliances institutionnelles et de formes de collaborations parmi une gamme plus vaste de partenaires sociaux sur tous les aspects du financement de la formation professionnelle.

Contact: Regina Galhardi, IFP/Skills, BIT, fax [+41] (22) 7997650; courrier électronique: galhardi@ilo.org

À l'intérieur du Centre international UNESCO-UNEVOC

Notes personnelles

Pascaline Anapak a rejoint le Centre au mois d'août 2002: c'est la deuxième apprentie.

Depuis juillet 2002, ce sont au total 16 stagiaires qui ont apporté leur contribution aux activités du Centre. Ils venaient des pays suivants: Angola/Mozambique, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Éthiopie, Allemagne, Japon, Kenya, Philippines, Togo et Ouganda.

Les visiteurs du Centre

Août 2002

Dr Gisela Dybowski, Responsable de la Division 1, Conceptions de recherche et de services, Formation professionnelle internationale, Marketing éducatif, Institut fédéral de la formation professionnelle (BIBB), Allemagne.

Abel Modungwa, Directeur général, Office de la formation du Botswana (BOTA), accompagné du **Dr Hartmut Krebs**, Conseiller de projet, Chef d'équipe BOTA, Agence allemande de coopération technique (GTZ).

Harald Ganns, Ambassadeur *ret.*, Représentant spécial pour les organisations des Nations unies à Bonn, Ministère allemand des Affaires étrangères.

Eisuke Tajima, Bureau de coordination des unités hors siège, Siège de l'UNESCO, Paris, France.

Prof. John Fien, Directeur, Écocentre de l'Université Griffith, Australie, avec le **Dr Esther Charlesworth**, Université américaine, Beyrouth, Liban.

Une délégation de haut niveau du Royaume de Bahreïn sous la conduite de **Latifa Al Bounodha**, spécialiste programmes senior, Ministère de l'Éducation, Direction des programmes, Section commerciale.

D. Carter LaBarge, Directeur des ventes, Asie/Pacifique & Afrique, The Western States Machine Company, Ohio, USA.

Hans Wrede, Ambassadeur, Délégation permanente de l'Allemagne à l'UNESCO, Paris, France.

Septembre 2002

Efison Munjanganja, Spécialiste programmes en ETP, Bureau régional de l'UNESCO, Bangkok, Thaïlande.

Dr Voelskow-Thies, Conseillère ONU, Bonn, Allemagne.

Une délégation de haut niveau du Département de l'enseignement professionnel (DOVE) de Thaïlande sous la conduite de **Lek Suwansuthada**, Directeur de Collège agricole et technologique.

Michael Schlicht et **Stefan Stupp**, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche (BMBF), Allemagne.

Sulieman Sulieman, Spécialiste programmes en ETP, Bureau régional de l'UNESCO, Beyrouth, Libanon.

Tony Majoram, Division des sciences fondamentales et des sciences de l'ingénieur, Secteur des sciences exactes et naturelles, siège de l'UNESCO, Paris. France.

Simon Chambers, Directeur, UNESCO Royaume-Uni; **Ruth Gee**, Directeur, Partenariats professionnels, British Council, et **Michael Frearson**, Directeur de la recherche, Learning and Skills Development Agency, Royaume-Uni.

Shaizada Tasbulatova, Chef d'équipe, Projet Observatoire national Tacis/FEF, Centre eurasiatique de développement de l'éducation et Chef du Centre UNEVOC du Kazakhstan.

Suzanne Buttkus, Fonctionnaire administrative, Institut pour l'éducation de l'UNESCO, Allemagne.

Octobre 2002

Wilma M. Elsing, Directrice d'études, Formation professionnelle, Ministère des écoles, des sciences et de la recherche de Rhénanie du Nord-Westphalie, Allemagne.

Novembre 2002

Une délégation de la Fédération chinoise des handicapés sous la conduite de **Tang Shu Fen**, Directeur général adjoint, Département de l'éducation et de l'emploi.

Prof. Mubarak Mohamed Ali Nagzoub, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Soudan, **Ahmed Gaafar Abdelkarim**, Ambassadeur du Soudan en Allemagne et **Prof. Dr Winfried Breipohl**, Clinique universitaire de Bonn, Allemagne.

Une délégation du Ministère de l'éducation et des sciences, Bureau de développement et d'éducation de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, sous la conduite de **Ljupco Spasovski**, Ministère de l'éducation et des sciences, Directeur, Inspection pédagogique de l'État.

Mourad Chamekh, Directeur général, Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CÉREQ) conduisant une délégation d'Algérie.

Décembre 2002

Mike Bonnell, Responsable de la Section des processus hydrologiques et du climat, Division des sciences de l'eau au siège de l'UNESCO, Paris, accompagné du **Prof. Dr Paul L.G. Vlek**, Directeur, Centre de recherche en éducation (ZEF), Bonn, et de **Ulrich Schröder**, Secrétariat du Programme hydrologique international de l'UNESCO et du Programme hydrologique opérationnel de l'OMM, Institut Fédéral allemand d'hydrologie.

Dr Jaime Millán Herrera, Directeur, Universidad de Concepción, Escuela de Graduados, Chili.

Friedrich Hammerschmidt, Responsable du projet Réseau CRYSTAL de médias de formation et d'apprentissage, Agence allemande de coopération technique (GTZ) et **Dr Stefan Lock**, Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement.

Paul O'Sullivan, Ambassadeur et **Günther Schlothauer**, Relations publiques et affaires publiques, Ambassade d'Australie, Berlin, Allemagne.

Dragoslav Jovanovic, Services communs, Secrétariat de l'ONU à Bonn, avec **Thierry Jansen**, Responsable de la sécurité, Unité des services communs, Secrétariat de l'ONU à Bonn et **Angelika Nöcker**, Assistante administrative, Centre européen de l'environnement et de la santé (OMS), Allemagne.

Dr Hermann Müller-Solger, **Dr Michael Széplábi**, **Michael Schlicht**, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche (BMBF), Allemagne avec **Andreas Baaden**, Responsable de la Division de l'éducation, Commission nationale pour l'UNESCO, Allemagne.

Philipp Grollmann, Institut de technologie et d'éducation, Université de Brême, Allemagne.

Michel Lokhorst, Directeur de la publication, Unité Sciences sociales, Kluwer Academic Publishers, Pays-Bas.

Janvier 2003

Suk-Min Chang, Chargé de recherches, KRIVET, et **Beong-Kug Song**, Professeur, Département de l'éducation, Université Soonchunhyang de Corée.

Dr Claudia A. Herok, Stratégie internationale, Coopération multilatérale, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche (BMBF), Allemagne.

Michel Carton, Professeur titulaire, Directeur Adjoint Chargé de l'Enseignement, l'Institut universitaire d'études du développement, Suisse.

Février 2003

C. Uma Maheswara Rao, Secrétaire adjointe du Premier Ministre, Gouvernement d'Andhra Pradesh, et **P.V.K. Reddy**, P.V.K. Engineers (P) Ltd., Inde.

Prof. John Fien, Directeur, Écocentre de l'Université Griffith, Australie.

Madhu Sing, Spécialiste principal de programme, Institut pour l'éducation de l'UNESCO, Allemagne.

M. Tawfik, Directeur, Bureau de l'UNESCO, New Delhi, Inde.

Prof. David Wilson, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, Université de Toronto, Canada.

Calendrier des manifestations

► **Life Skills: A Bridge between Education and Training? (Compétences personnelles: une passerelle entre l'éducation et la formation?) Réunion du Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences**

 **28-30 avril 2003; Bonn, Allemagne; langue: anglais**

Organisateur: Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences professionnelles et techniques

Informations: Michel Carton, c/o l'Institut universitaire d'études du développement, fax [+41] 229065947, courrier électronique: michel.carton@iued.unige.ch ou wgskills@unevoc.unesco.org

► **Conférence internationale "Teaching and Learning for Intercultural Understanding, Human Rights and a Culture of Peace"**



15-18 juin 2003; Jyväskylä; Finlande; langue: anglais

Organisateur: Institut de recherche en éducation, Université de Jyväskylä, avec le soutien de l'UNESCO

Informations: Pirjo-Leena Pitkänen, Congress Manager, Jyväskylä Congresses,

P.O. Box 212, 40101 Jyväskylä, Finlande, fax [+358] 143398159, courrier électronique: pirjo-leena.pitkanen@jyvaskyla.fi; ou Prof. Johanna Lasonen, Présidente de la Conférence, courrier électronique: johanna.lasonen@ktl.jyu.fi, site web: www.jyu.fi/ktl/unesco2003



Le **bulletin UNESCO-UNEVOC** est publié plusieurs fois par an par le Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels, Bonn, Allemagne (Centre international UNESCO-UNEVOC).

Éditeur: Sjoukje Schots

Équipe de rédaction: Rupert Maclean, Hans Kröner, Albert Koopman, Marion Mitschke, Josiane Blanc-Mannheim, Sabine Ayeh, Sulieman Sulieman

Traduction: Max Guggenheim

Le Bulletin UNESCO-UNEVOC est actuellement publié en anglais, arabe, français et espagnol:

- en version imprimée;
- en version numérique dans Adobe Acrobat (format PDF);
- sur le site web à www.unevoc.unesco.org/bulletin.

Il peut être téléchargé, réimprimé et distribué gratuitement, sous forme intégrale ou partielle, sous réserve de mention de la source.

Pour vous abonner à l'une des versions susvisées ou pour tout autre correspondance, prière de contacter...

... pour les versions anglaise, française et espagnole:

UNESCO-UNEVOC International Centre
Goerrest. 15, 53113 Bonn, Allemagne
Tél. [+49] (228) 243370, Fax [+49] (228) 24337-77
Courrier électronique:
bulletin@unevoc.unesco.org
www.unevoc.unesco.org/bulletin

Si vous désirez vous abonner, veuillez spécifier la langue (anglais, français ou espagnol) et la version (imprimée ou PDF) désirées et indiquer votre nom et votre adresse postale complète (pour les versions imprimées) ou votre nom et votre adresse électronique (pour les versions numériques).

... pour la version imprimée en langue arabe:

UNESCO Beyrouth Office
M. S. Sulieman
B.P. 5244, Beyrouth, Liban
Tél. [+961] (1) 850015, Fax [+961] (1) 824854
Courrier électronique: s.sulieman@unesco.org

Déni de responsabilité:

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.